

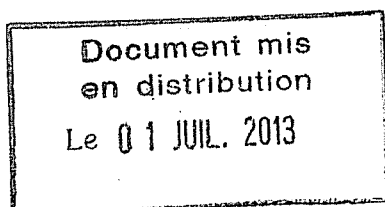
ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie, des finances,
du budget et de la fonction publique

Papeete, le 01 JUL. 2013

N° 61-2013

RAPPORT



relatif à un projet de délibération portant modification de la délibération n° 2003-171 APF du 6 novembre 2003 portant création d'un comité consultatif Sofix,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique

par Mesdames les représentantes Dylma ARO et Maina SAGE

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3601/PR du 27 juin 2013, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant modification de la délibération n° 2003-171 APF du 6 novembre 2003 portant création d'un comité consultatif Sofix.

Dans le cadre de la modernisation des opérations de dédouanement en Polynésie française, le système automatisé de prise en charge et de dédouanement du fret international, dénommé « Système d'Ordinateur pour le Fret International sous uniX (Sofix) », fonctionne depuis mai 1999.

Depuis cette date, le système Sofix a évolué afin de s'adapter à la réglementation applicable aux techniques de dédouanement ou encore aux difficultés des opérateurs soucieux de disposer d'un outil de travail fiable et efficace.

Or, la pratique a montré que la gestion du Sofix nécessitait une concertation et des réunions régulières avec les opérateurs privés, utilisateurs du Sofix.

Aussi, afin de susciter une véritable politique de partenariat avec les utilisateurs privés du Sofix, un comité consultatif, associant les opérateurs à la gestion financière, technique et réglementaire de ce système, a été créé par délibération n° 2003-171 APF précitée.

Cette structure, présidée par le ministre en charge des douanes, est composée de représentants de l'administration ayant en charge la gestion du Sofix (*service des douanes, service de l'informatique du territoire et service en charge du recouvrement des droits et taxes liquidés par le service des douanes*), et de représentants des organismes professionnels du dédouanement (*chambre syndicale des transitaires, syndicat des industriels de Polynésie française, section des importateurs de la fédération générale du commerce, syndicat des agents maritimes au long cours et représentants de la chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers*).

Si la délibération originelle a instauré la suppléance des représentants du comité, elle ne l'a toutefois pas prévue pour le président titulaire. Dès lors, le présent texte tend à compléter le dispositif de 2003 en prévoyant la possibilité pour le ministre en charge des douanes de se faire représenter aux réunions du comité consultatif Sofix.

*

* *

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

Dylma ARO

Maina SAGE

TABLEAU COMPARATIF

**Projet de délibération portant modification de la délibération n° 2003-171 APF
du 6 novembre 2003 portant création d'un comité consultatif Sofix**

(Lettre n° 3601/PR du 27-6-2013)

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
<p>Article 2. - Le comité consultatif Sofix est présidé par le ministre en charge des douanes.</p> <p>Il réunit les représentants des organismes professionnels du dédouanement et les représentants de l'administration ayant en charge la gestion du Sofix.</p> <p>Il comprend :</p> <p>Au titre des organismes professionnels du dédouanement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un représentant de la chambre syndicale des transitaires commissionnaires et auxiliaires de transport international et déménageurs de la Polynésie française ou son suppléant ; - un représentant du Syndicat des industriels de la Polynésie française ou son suppléant ; - un représentant de la Fédération générale du commerce, section importateurs, ou son suppléant ; - un représentant du Syndicat des agents maritimes au long cours de Polynésie française ou son suppléant ; - un représentant de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie française ou son suppléant ; <p>Au titre de l'administration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le directeur régional des douanes ou son représentant ; - le chef de service en charge du recouvrement des droits et taxes liquidés par le service des douanes ou son représentant ; - le chef du service de l'informatique du territoire ou son représentant ; - un représentant de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ou son suppléant ; - une personnalité nommée en conseil des ministres. <p>Un arrêté en conseil des ministres nomme les membres du comité consultatif Sofix.</p> <p>En outre, le comité consultatif Sofix peut accueillir à titre d'expert, avec voix consultative, toute personne invitée par son président, en particulier les représentants de toutes instances exerçant leur activité sur le site portuaire.</p>	<p>Article 2. - Le comité consultatif Sofix est présidé par le ministre en charge des douanes ou son représentant.</p> <p>Il réunit les représentants des organismes professionnels du dédouanement et les représentants de l'administration ayant en charge la gestion du Sofix.</p> <p>Il comprend :</p> <p>Au titre des organismes professionnels du dédouanement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un représentant de la chambre syndicale des transitaires commissionnaires et auxiliaires de transport international et déménageurs de la Polynésie française ou son suppléant ; - un représentant du Syndicat des industriels de la Polynésie française ou son suppléant ; - un représentant de la Fédération générale du commerce, section importateurs, ou son suppléant ; - un représentant du Syndicat des agents maritimes au long cours de Polynésie française ou son suppléant ; - un représentant de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie française ou son suppléant ; <p>Au titre de l'administration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le directeur régional des douanes ou son représentant ; - le chef de service en charge du recouvrement des droits et taxes liquidés par le service des douanes ou son représentant ; - le chef du service de l'informatique du territoire ou son représentant ; - un représentant de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ou son suppléant ; - une personnalité nommée en conseil des ministres. <p>Un arrêté en conseil des ministres nomme les membres du comité consultatif Sofix.</p> <p>En outre, le comité consultatif Sofix peut accueillir à titre d'expert, avec voix consultative, toute personne invitée par son président, en particulier les représentants de toutes instances exerçant leur activité sur le site portuaire.</p>

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DDI1301064DL

DÉLIBÉRATION N° 2013-46/APF

DU 5 JUILLET 2013

portant modification de la délibération
n° 2003-171 APF du 6 novembre 2003 portant
création d'un comité consultatif Sofix

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-149 APF du 10 septembre 1998 modifiée portant création et organisation du dédouanement dans le cadre du système d'ordinateur pour le fret international sous unix (Sofix) ;

Vu la délibération n° 2003-171 APF du 6 novembre 2003 portant création d'un comité consultatif Sofix ;

Vu l'arrêté n° 601 CM du 23 avril 1999 modifié relatif à la redevance dénommée participation informatique douanière (P.I.D) prévue aux articles 13 et 14 de la délibération n°98-149 APF du 10 septembre 1998 portant création et organisation du dédouanement dans le cadre du système d'ordinateur pour le fret international sous unix (Sofix) ;

Vu l'arrêté n° 858 CM du 27 juin 2013 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2778/2013/APF/SG du 28 juin 2013 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 61-2013 du 1^{er} juillet 2013 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 5 juillet 2013 ;

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Au premier alinéa de l'article 2 de la délibération n° 2003-171 APF du 6 novembre 2003 portant création d'un comité consultatif Sofix susvisée, après les mots : « *le ministre en charge des douanes* » sont ajoutés les mots : « *ou son représentant* »

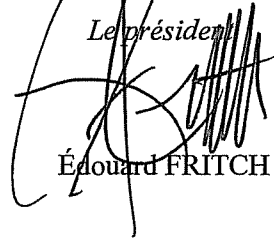
Article 2.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,



Loïs SALMON-AMARU

Le président



Édouard FRITCH